

BONNET ROUGE

La Vérité.

Drapeau des Sans-Culottes.

Le Droit.

Bureau provisoire : rue des Boucheries Saint-Germain, 52.

DÉPÔTS : rue Saint-Denis, 17, et rue Guille-Cœur, 4.

SOMMAIRE. — Aux Sans-Culottes. — Nos principes. — L'égalité comme on l'entend au palais Bourbon. — Réflexions et faits divers.

Tout citoyen qui n'est ni royaliste, ni aristocrate, ni mauvais riche, ni égoïste ni modéré, mérite d'être salué du titre honorable de Sans-Culotte.
(PRUDHOMME, Révolution de Paris.)

Aux Sans-Culottes.

Braves Sans-culottes;

Je suis un d'entre vous, et je viens m'essayer à la défense de nos droits. Ce n'est pas une molle plume d'oie que je voue au service de notre cause : j'ai pris la mienne à l'aile du vieux coq de 93. Que les aristocrates ne s'étonnent donc pas de la sentir grincer un peu durement sur leur peau; mais qu'ils se rassurent aussi : quoique je porte le bonnet rouge qui les effraie si fort, c'est à peine si je les égratignerai quelquefois, et jamais je ne demanderai à tremper ma plume dans leur sang, d'abord parce que je tiens à ne la point souiller, ensuite parce que le goût des exécutions sanglantes ne vient qu'aux oppresseurs, et nous autres nous sommes toujours des opprimés.

Sans-culottes! savez-vous ce que signifie ce nom-là? Il exprime le patriotisme et le courage dans la misère et avec la faim, le civisme sous les haillons. Ce nom fut d'abord une injure que les aristocrates de 91 jetèrent dédaigneusement par-dessus l'épaule à nos pères déguenillés. Mais ceux-là même qu'on voulait insulter surent bientôt ennoblir le mot qui devait servir à l'insulte, et s'en faire un titre glorieux. Ils avaient déjà pris la Bastille et s'étaient déclarés les champions de la liberté naissante. Ils étaient partout où la divinité nouvelle avait besoin de défenseurs ou avait trouvé des interprètes : aux portes de la Constituante où déjà elle avait la parole par l'organe de Robespierre et de Pétion; dans les clubs, où Brissot et Danton prêchaient son culte à des adorateurs enthousiasmés et charmés; autour de la maison et des presses de Marat ou de Camille Desmoulins, qui rendaient en son nom de sinistres oracles contre le despotisme et l'aristocratie! Enfin les sans-culottes prirent un jour les Tuileries comme ils avaient pris la Bastille, et eurent ainsi l'honneur de porter le coup décisif au vieux monde des nobles et des rois, car ce jour-là ils s'assirent eux-mêmes sur le trône vermoulu des Capets, et ce fut comme l'installation grotesque et solennelle de la souveraineté populaire dans la France désormais républicaine. Alors le nom de sans-culotte ne fut plus une injure, mais un éloge, et souvent

même une flatterie : il désigna les hommes en qui se trouvaient l'incorruptibilité, le civisme et le courage alliés à la patience et au dévouement dans la pauvreté. Le sans-culottisme fut une vertu qui résuma toutes les vertus révolutionnaires de ce temps, et la sans-culotterie devint une espèce de noblesse sans parchemins, obligeant à l'amour de la patrie et à la haine des rois. Mais bientôt toutes ces énergiques appellations furent oubliées et prosrites quand, la tyrannie revenue, les vertus qu'elles exprimaient furent traitées comme des crimes.

Vous vous reconnaissez sans doute à ces traits, prolétaires, car l'histoire de vos aïeux est la vôtre. Vous aussi, n'avez-vous pas pris deux fois les Tuileries en moins de vingt ans? n'êtes-vous pas encore en haillons, et n'avez-vous pas toujours faim? Donc vous êtes des sans-culottes, car les sans-culottes sont aujourd'hui, comme autrefois, les déshérités de la société, ceux que le travail des bras ou de la tête laisse néanmoins, avec leur pauvre famille, sans vêtements, et quelquefois sans pain; ceux qui revendiquent noblement, à l'instant du danger, le privilège de faire les révolutions dont les profits vont à d'autres, et de laver avec leur sang le sol de la Patrie souillé par le pied des tyrans; héros en haillons, que le triomphe rend à la misère plus pauvres qu'avant le combat, et pour qui la victoire n'a été jusqu'ici que l'occasion de douleurs plus grandes et d'une plus grande abnégation. Les sans-culottes sont, en un mot, ce que les aristocrates appellent à demi-voix *populace*, ce que les socialistes appellent *prolétaires*, ce que les bourgeois appellent aujourd'hui encore, mais avec plus de frayeur que de dédain, le *peuple*.

Quant au bonnet rouge, il a toujours été l'emblème de la liberté, le signe de la victoire du peuple contre ses tyrans. Les Grecs, les Romains et les Gaulois nos ancêtres l'avaient adopté pour se distinguer des peuples barbares, de telle sorte qu'il est aussi l'emblème de la civilisation. Liberté! civilisation! c'est-à-dire triomphe du droit contre la force. Il n'est point de plus noble drapeau pour tous ceux qui ont à s'affranchir du despotisme d'un maître ou de l'esclavage de la faim. Laissons donc à leurs ridicules alarmes ou à leur perfidie ceux qui trouvent, je ne sais pour quoi, dans le bonnet rouge, un souvenir de la guillotine; il est l'étendard consacré de l'émancipation des peuples, et c'est à nous Français de le tenir haut; il reçut autrefois le serment que faisaient nos pères, de *vivre libres ou mourir*.

Sans-culottes! voilà votre généalogie et vos titres facilement retrouvés dans l'histoire, où ils sont gravés en caractères profonds; ne les rentez point; ne rougissez jamais ni de vos pères ni de

vous-mêmes, et si les aristocrates d'aujourd'hui vous disent encore votre nom révolutionnaire avec l'intention d'une injure, répondez aux faquins qu'il vaut mieux avoir un noble cœur sous une blouse en lambeaux, que des habits tout neufs et bien entiers, et rien dessous... ou pas grand chose!

Vive la République!

Nos principes.

Au moment où le mépris public, provoqué par toutes les turpitudes dont s'était souillé le gouvernement de Louis-Philippe, donnait la première secousse à son trône déshonoré, les hommes d'Etat les plus attachés par ambition ou par erreur aux fictions représentatives et à la pondération imaginaire des pouvoirs constitutionnels, reconnaissaient tous, pressés par le vœu public, que le temps des réformes approchait et qu'il y avait *quelque chose à faire*. Quoi? Ils ne le disaient pas clairement, et surtout ils se gardaient bien de faire quoi que ce fût.

Le peuple avait depuis longtemps perdu l'habitude de descendre dans la rue, où l'attendaient les brutalités d'une police recrutée dans le ban et l'arrière-ban des bagnes, et les violences sanglantes des gardes municipales, aveugles suppôts de la tyrannie. Un jour pourtant, je ne sais trop comment cela se fit, le peuple, poussé hors des maisons par une impulsion mystérieuse, se trouva réuni sur le pavé du roi et il en profita pour donner son avis sur la question des réformes. Il pensa, lui, que ce qu'il y avait à faire c'était une révolution, et quelques heures après il avait purgé le sol de la France de cette race odieuse des Bourbons, qui ne sait plus gouverner que par la corruption et les massacres.

Nous entrons dans les Tuileries au bruit de la fusillade qui jetait sur le pavé, à quelques pas de là, les dernières victimes de la royauté. Des morts et des blessés passaient, portés sur les bras des vainqueurs, et ces funèbres ovations rappelaient au souvenir de tous la révolution de 1830. Le sang qu'elle avait coûté, les espérances qu'elle avait fait naître et les déceptions qui l'avaient suivie. Partout on disait : Encore une révolution qui nous coûte cher! Ne pourrions-nous donc faire un pas dans la carrière du progrès sans laisser aux fossés du chemin les plus braves soldats de la Liberté, et sans piétiner, avant d'avancer, dans le sang de nos frères! Que la Révolution de 1848, faite, comme toutes les autres, par le peuple, le soit aussi pour lui. Ceux qui viennent après le combat usurper leur place dans la victoire, ne nous confisqueront pas celle-ci comme celle de 1830.

Nous avons reconquis tous nos droits à-la-fois, et nous voulons les garder tous. Mort aux tyrans et vive la République!

Ainsi la question se posait alors en ces termes : *Ne pas laisser escamoter la Revolution*. Eh bien! la question est toujours la même. Seulement il semble qu'elle se résolve déjà entre nous, et qu'on veuille nous rejeter encore dans les périls et les horreurs de la guerre civile.

Mais avant de reprendre nos armes que n'a pas encore dépolies la rouille de la paix publique, formulons nos principes et sachons dire ce que nous voulons.

Citoyens, la formule la plus générale de nos vœux et de nos besoins est celle-ci :

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE.

Nous demandons la réalisation sincère de l'immortelle devise inscrite sur nos drapeaux, *liberté, égalité, fraternité*, et nous voulons pour garantie de nos droits une consécration sérieuse du dogme de la *Souveraineté de peuple*.

Nos hommes d'État traitent déjà ces grands principes comme des lieux communs dont il faut laisser les orateurs du peuple s'amuser dans les clubs et les carrefours. Ils sont au seuil d'une voie funeste. Qu'ils apprennent que sous les mots nous savons apercevoir l'idée, et que des principes nous tirerons inflexiblement les conséquences jusque dans les difficultés les plus périlleuses de l'application. Le temps des vains discours est passé; le temps est passé des programmes perfides et des trahisons impunies.

Au prochain numéro le sommaire de notre théorie.

L'égalité comme on l'entend au palais Bourbon.

Le bruit court que les ci-devant ducs de Joinville et d'Aumale ont été arrêtés avant-hier à Paris, mais que le Gouvernement les fait secrètement reconduire à la frontière par où ils sont venus! Cependant ils violent le décret qui les bannit à perpétuité du territoire de la République. Mais ce décret n'a pas de sanction! Y songe-t-on! une sanction contre les princes! Il en faudrait donc une aussi contre le roi! et s'il revenait!... C'est bien assez qu'il ait à nous demander compte de son trône, dont les sans-culottes ont fait un feu de joie presque sous ses augustes yeux. Heureusement que M. Marrast pourra lui prêter le sien en attendant; et le vieux roi est homme à n'en pas faire fi! car le trône de M. Marrast n'est pas même entouré d'institutions républicaines. La royauté de l'Hôtel-de-Ville a tout ce qu'il faut pour plaire... à un roi: un gros budget, des ministres habiles, des influences et même des abus, et de plus, il n'y a ni conseil ni chambres pour discuter, voter, et contrôler tout cela.

L'Assemblée nationale rendait, il n'y a pas longtemps, un décret qui interdisait aux Représentants les sollicitations d'intérêt privé. Ce décret n'a pas non plus de sanction. Aussi, est-il violé avec une impudence qui révolte les honnêtes gens, et qui est devenue un supplice de tous les jours pour les ministres eux-mêmes, obsédés, accablés. Mais c'était bien le moins que des Représentants du peuple qui ont l'air de ne se rappeler déjà plus que c'est de lui qu'ils tiennent la souveraineté, fussent traités dans la loi comme des princes qui, lorsque le peuple leur

eut donné la couronne en 1830, mirent peut-être plus de trois mois à l'oubli!

S'il s'agit de fermer la bouche au peuple quand il veut exprimer trop haut des sympathies qui sont pour certains hommes une accusation et un remords, s'il s'agit de l'opprimer quand il exerce des droits sacrés, mais importants, s'il s'agit d'atteindre les imprimeurs, afficheurs et distributeurs, tous les instruments de la presse, tous les serviteurs de la pensée libre; oh! les sanctions pénales ne manquent pas alors, et depuis 15 jours d'emprisonnement jusqu'à 10 ans de réclusion, depuis la suspension des droits civiques pendant un an jusqu'à la dégradation civique absolue, enfin depuis les sommations jusqu'aux baïonnettes et à la mitraille, les propositions se croisent, les dispositions se succèdent, les peines abondent, et des rigueurs sauvages se talonnent l'un l'autre dans un décret sur les attroupements.

Où est la raison de cette différence? nous ne l'apercevons pas dans le droit; elle n'est donc que dans les préjugés ou dans les passions du législateur. Les peines ne semblent pas faites pour les rois, les princes et les *gens comme il faut*. Ils sont assez punis sans doute, les uns usqu'à la découverte de leurs crimes les prive du plaisir de nous voir nous entr'égorgés; les autres quand l'échec de leurs intrigues met à l'épreuve des mécomptes leur impatiente ambition. Mais le peuple, les pauvres gens, les sans-culottes, en un mot! ils ont fait les barricades, ils les ont après relevées! c'était leur rôle; il est terminé maintenant; il faut en finir avec eux... par les baïonnettes et la prison. C'est de l'égalité comme sous la Charte.

Sans-Culottes, l'enseignement que ces rapprochements nous donnent est celui-ci : On ne pardonne les complots qu'aux princes; aux peuples, on ne pardonne que les révolutions. Ne l'oubliez jamais.

Réflexions et faits divers.

On annonçait partout ces jours derniers que MM. Lamartine et Ledru-Rollin avaient déposé leurs fonctions et qu'ils ne feraient plus partie de la Commission exécutive. La marche que prend la Révolution (car elle marche, puisqu'elle recule), les sentiments et les opinions qu'on aimait à supposer dans ces deux hommes avaient donné beaucoup de vraisemblance à la nouvelle. On y croyait, et déjà les patriotes se préparaient à leur apporter l'expression de la confiance et des sympathies du public. On faisait à ces messieurs un honneur qu'ils sont bien loin de mériter, à ce qu'il paraît; on nous assure, en effet, qu'ils n'ont jamais songé à se détacher des douceurs du pouvoir. Le projet de décret sur les attroupements leur offrait cependant une belle occasion. Il est vrai que du train dont on y va, ils en retrouveront bientôt une autre, et elle sera peut-être meilleure. Nous les attendons à cette épreuve!

Le citoyen Marie s'est acquis une triste gloire en défendant le projet de décret contre les attroupements. Les avocats ne se demanderont donc jamais si la cause est bonne ou mauvaise qu'après l'avoir plaidée.

Le temps est à la tyrannie. Les prétendants encombrant le chemin du trône, et la dynastie du *National* n'a qu'à se bien tenir. Cependant, le fort de Vincennes garde toujours ses prisonniers,

et chaque soir, nous dit-on, les fanatiques de l'ordre arrêtent les patriotes par centaines. Qui défendra donc la République et l'Assemblée nationale elle-même, si les républicains sont en prison?.... Sans-culottes, veillez!

Nous avons la loi martiale; et Lafayette, avec son immortel cheval blanc chanté par Camille Desmoulins, a reparu, dit-on, à la tête des habits bleus. A quand le drapeau rouge et les massacres du Champ-de-Mars?

Il paraît certain que les magistrats chargés de l'instruction de l'affaire du 15 mai reconnaissent qu'il n'y a pas eu de complot. Ils se trompent; un complot existait, mais il n'était pas du côté où on le cherche. Les citoyens qu'on a jetés dans les prisons n'en étaient ni les auteurs ni les complices; ils en ont été les victimes.

Dans un de nos prochains numéros nous ferons part au public des faits et des raisonnements qui ont formé notre conviction.

Depuis quelques jours, les Bonaparte, et notamment Louis, sont beaucoup trop en évidence. A qui doivent-ils cela? Est-ce à leurs amis? je l'ignore; mais leurs plus mortels ennemis ne feraient pas autrement.

Le Banquet du Peuple est donc ajourné indéfiniment; c'est du moins le vœu des bons patriotes qu'il le soit. A la bonne heure! que la leçon du 15 mai nous profite au moins en cela. On nous rapporte qu'une famille d'aristocrates est partie depuis trois jours pour la province, dans l'attente des événements annoncés et concertés pour aujourd'hui. La maîtresse de la maison disait en parlant à une jeune suivante qu'elle laissait seule à Paris : *Ayez bien soin de fermer ce jour-là toutes les portes. Les brigands...* (c'est ainsi qu'on appelle dans ce monde-là les bons citoyens les sans-culottes) *les brigands une fois sortis de Paris n'y rentreront pas tous; la ville sera mise en état de siège, et s'ils résistent, on les massacrera.* La jeune fille, épouvantée, voulait suivre madame et ne pas rester seule à Paris; elle pleurait. *Eh! petite, de quoi vous inquiétez-vous donc?* répondit sa maîtresse, *vous qui n'avez que votre vie à perdre.*

Les aristocrates sont toujours les mêmes. Chez eux, la bêtise le dispute ordinairement à la cruauté!

Les personnes qui auraient des réclamations ou des faits qu'ils jugeraient utiles de rendre publics par la voie de notre Journal, sont priées de s'adresser au bureau provisoire, rue des Boucheries-Saint-Germain, 32.

Le Gérant, DAROUX.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Augustins.